

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**

VINGTIÈME SESSION

Documents officiels

**DEUXIÈME COMMISSION, 968^e
SÉANCE**

Jeudi 21 octobre 1965,
à 15 h 15



NEW YORK

SOMMAIRE

	Page
Déclarations générales (suite)	95

Président: M. Pierre FORTHOMME
(Belgique).

DECLARATIONS GENERALES (suite)

1. M. M'BAYE (Guinée) dit que la paralysie de la dix-neuvième session de l'Assemblée générale ainsi que la création de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et de ses organes subsidiaires imposent à la Commission de redoubler d'efforts pour faire face avec efficacité à ses responsabilités.

2. La décennie actuelle se caractérise par l'enrichissement des riches et l'appauvrissement des pauvres. Le phénomène du sous-développement trouve sa pleine explication dans les conditions draconiennes imposées aux produits d'exportation des pays en voie de développement, dans la baisse constante des prix des matières premières contrastant avec la hausse artificielle des prix des produits manufacturés, le tout aggravé par la structure générale de l'aide financière internationale à court et à long terme. L'industrialisation est l'un des moyens qui permettent de sortir de cette impasse. Bien menée, elle contribue en effet à accélérer le rythme du développement économique et ouvre également de nombreux emplois à la main-d'œuvre abondante des pays en voie de développement. D'autre part, elle permet de réduire les importations dans des proportions appréciables et de réaliser de fortes économies de devises. Mais son effet bénéfique sur le secteur agricole est le facteur déterminant, compte tenu du fait que l'agriculture occupe 80 p. 100 de la population active des pays en voie de développement. La production d'engrais chimiques augmente considérablement la productivité agricole et, partant, le niveau de vie de la population rurale. Tout milite donc en faveur d'un développement parallèle de l'industrie et de l'agriculture. Il faut rejeter catégoriquement l'opinion de ceux qui voudraient cantonner les pays en voie de développement dans l'agriculture pour réserver aux pays développés le monopole exclusif de l'industrie. Ces conseils de prudence sous-estiment, en effet, les capacités créatrices des pays en voie de développement et dissimulent à peine le désir de les maintenir dans un état de dépendance économique. Aussi la délégation guinéenne réaffirme-t-elle son ferme soutien au projet de création d'une institution spécialisée pour le développement industriel recommandée par la résolution 1712 (XVI) de l'Assemblée générale.

3. La délégation guinéenne pense également que l'industrialisation doit être réalisée dans le cadre d'une intégration économique régionale qui, pour être viable, doit se fonder sur des critères objectifs répondant aux besoins exclusifs des pays de la région et non aux intérêts de capitaux occultes.

4. La République de Guinée, dont le sous-sol recèle d'immenses gisements de minerai de fer à forte teneur en bauxite, qui la placent parmi les plus gros producteurs du monde, et dont le potentiel hydro-électrique est évalué à 63 milliards 200 millions de kWh, a une vocation toute naturelle à l'industrialisation. A ce propos, la délégation guinéenne prend note avec une vive satisfaction de la décision, annoncée par l'Union soviétique, de construire le barrage de Konkouré, dont la réalisation contribuera à transformer le visage économique de la Guinée. Le lancement du plan septennal permettra à la Guinée, pour reprendre les paroles de son Président, de consolider ses espoirs de mieux-être et de favoriser par ce biais l'accroissement de sa capacité à satisfaire ses propres besoins, seule condition de l'indépendance réelle.

5. Cependant, l'effort entrepris sur le plan national doit se compléter d'un apport de capitaux extérieurs. Or, force est de constater que les mouvements de capitaux se ralentissent d'année en année et que l'objectif de 1 p. 100 du revenu national des pays développés ne semble pas devoir dépasser le stade d'une recommandation. La création d'un fonds d'équipement des Nations Unies donnerait une impulsion nouvelle au transfert multilatéral des capitaux et assurerait la réalisation des objectifs de la Décennie des Nations Unies pour le développement.

6. Dans la même perspective, la délégation guinéenne accueille avec satisfaction le projet de fusion du Fonds spécial et du Programme élargi d'assistance technique en un Programme des Nations Unies pour le développement qui ouvrirait à l'Organisation la voie des investissements directs. Il faut espérer que la composition et la dimension du conseil d'administration de ce nouvel organe pourront être fixées par la Commission et que le programme tiendra compte des priorités résultant du niveau de développement des différents pays bénéficiaires. A ce propos, un hommage est dû aux pays développés qui se sont déjà déclarés prêts à annoncer leur contribution et il faut souhaiter que leur exemple soit largement suivi par toutes les puissances industrialisées dont la prospérité repose à bien des égards sur l'exploitation des anciennes colonies.

7. La prolifération des institutions chargées d'étudier les différents problèmes du développement économique montre bien que la communauté internationale, quoique n'ayant pas encore entrepris d'actions décisives, n'en

saisit pas moins l'extrême gravité de la situation. C'est dans cette perspective qu'il faut situer la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, qui annonce une démocratisation des rapports économiques entre les Etats. Cependant, rien n'a encore été fait pour appliquer les recommandations contenues dans l'Acte final^{1/} et rien ne laisse présager une évolution favorable dans ce sens. Il est clair que seule la volonté politique des pays développés de traduire dans les faits les décisions de Genève permettra de venir à bout des obstacles qui subsistent.

8. M. THAPA (Népal) souligne que les résultats obtenus pendant la première moitié de la Décennie des Nations Unies pour le développement sont décevants et exprime l'espoir que les débats de la Commission contribueront à intensifier les plans et programmes de développement.

9. L'analyse de la situation à laquelle s'est livré le représentant de l'Australie (957ème séance) lui semble particulièrement pertinente, car le retard considérable du secteur agricole par rapport à l'accroissement démographique est véritablement alarmant. Dans la plupart des pays en voie de développement, l'agriculture souffre avant tout de défauts de structure, qui entravent l'application des méthodes pourtant simples, telles que l'irrigation et l'emploi d'engrais, qui permettraient d'accroître la production. La réforme agraire, ou plutôt son absence, est la cause fondamentale du retard de l'agriculture car, si tout paysan désire accroître sa production pour améliorer sa situation personnelle, il n'est pas prêt à fournir un travail ou des fonds supplémentaires au bénéfice d'un tiers. L'appui considérable dont a bénéficié, de la part des cultivateurs, la réforme agraire entreprise au Népal depuis deux ans confirme cette théorie. L'expérience du Népal indique également que les réformes fondamentales peuvent être effectuées sans grandes dépenses et que les agriculteurs sont prêts à participer à celles-ci. Après avoir attendu plusieurs années pour lancer son programme de réforme agraire, dans la crainte des dépenses qu'il entraînerait, le Gouvernement népalais a maintenant réussi, grâce à la participation enthousiaste des paysans, à introduire un certain nombre de réformes importantes dans plusieurs districts du pays et il entreprend actuellement une action à l'échelle du pays. M. Thapa n'entend pas dire que l'agriculture soit le seul problème mais, comme elle constitue actuellement le secteur le plus important dans la plupart des pays en voie de développement, il convient de la développer pour pouvoir en tirer les ressources nécessaires au développement des autres secteurs.

10. Le Népal vient d'achever l'exécution d'un plan de trois ans, dont tous les objectifs ont été réalisés et qui, grâce à une participation encourageante de la population, a entraîné un accroissement des investissements. Il entreprend maintenant un nouveau plan de cinq ans, qui donne la priorité au développement de l'agriculture et des transports et que le gouvernement espère financer pour presque la moitié au moyen de l'épargne privée et publique. Le Népal bénéficie également dans son développement de l'as-

sistance de divers pays amis auxquels M. Thapa tient à exprimer la gratitude de son gouvernement.

11. La délégation népalaise souhaite voir s'effectuer le plus tôt possible la fusion du Fonds spécial et du Programme élargi d'assistance technique, car celle-ci aura des conséquences sur le cycle du nouveau programme conjoint et tout retard pourrait être préjudiciable aux pays en voie de développement. Elle estime que le conseil d'administration du nouveau programme devrait être restreint, pour assurer son efficacité. Il ne faut pas croire cependant que la fusion résoudra la question de la coordination. La concurrence qui tend actuellement à s'établir entre les diverses institutions risque d'entraîner un gaspillage et de vicier l'ordre des priorités. A ce propos, la délégation népalaise a toujours appuyé le principe de la création d'un fonds d'équipement, qui permettrait d'acheminer la plus grande partie de l'aide extérieure par l'intermédiaire de l'ONU et des institutions qui lui sont reliées, mais elle tient cependant à souligner le danger de dispersion que présente la prolifération des organismes.

12. M. Thapa se félicite de voir inscrite à l'ordre du jour la question de la décentralisation des activités de l'ONU dans les domaines économique et social, que sa délégation a toujours appuyée, estimant qu'elle permet un contrôle et une programmation plus efficaces. Il accueille également avec satisfaction la création du nouvel Institut de formation et de recherche des Nations Unies et il appuie la reconduction du Programme alimentaire mondial.

13. La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement a suscité la création d'un organisme de coopération économique internationale entre une minorité prospère et une majorité qui l'est beaucoup moins. Le Népal n'épargnera aucun effort pour modeler sa politique commerciale sur les recommandations de la Conférence et il espère que les nations industrialisées feront de même. Pays sans littoral, le Népal se félicite que le Secrétaire général ait réuni, conformément aux recommandations de Genève, une conférence de plénipotentiaires pour adopter une convention sur le commerce en transit de ces pays. Bien que le texte adopté ne donne pas pleine satisfaction aux pays sans littoral, il reconnaît malgré tout pour la première fois sur le plan international les besoins économiques et les droits légitimes de ces pays et M. Thapa exprime l'espoir que les pays de transit ratifieront cette convention afin de permettre aux pays sans littoral, malgré leur position désavantagée, de participer à la prospérité future.

14. M. PETROV (Bulgarie) constate que la situation des pays en voie de développement demeure alarmante. Le rythme de développement de ces pays s'est non seulement révélé insuffisant pour combler le fossé qui les sépare des pays développés mais s'est même ralenti par rapport à la dernière décennie. La détérioration marquée des termes de l'échange de ces pays suscite de sérieuses appréhensions quant aux perspectives à long terme de leur développement économique.

15. Les causes de ces difficultés ainsi que les solutions qu'elles appellent sont bien connues à l'heure

^{1/} Voir Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, vol. 1: Acte final et rapport (publication des Nations Unies, numéro de vente: 64.II.B.11).

actuelle. Malheureusement, des théories réfutées par l'expérience et par la pratique du développement économique trouvent encore des défenseurs. Nul n'ignore que les pays en voie de développement n'ont pas choisi librement le rôle qui est le leur dans la division internationale du travail et que leur retard n'est pas dû à une industrialisation excessive. Ce rôle leur a été imposé par les puissances coloniales dont la longue domination a transformé les colonies en sources de matières premières et de produits agricoles pour les métropoles. La délégation bulgare estime que les pays en voie de développement sont en droit d'attendre de ceux dont le bien-être actuel est dans une grande mesure fondé sur l'exploitation des ressources naturelles et de la population des ex-colonies qu'ils contribuent davantage à leur développement. Comme l'a dit le chef adjoint de la délégation bulgare devant l'Assemblée générale (1363ème séance plénière), la liquidation du néo-colonialisme est entravée par ceux qui essaient de restaurer leur domination en tirant parti des difficultés économiques des pays nouvellement indépendants. L'heure est venue d'aider ces pays à renforcer leur indépendance par la création d'une base économique et technique autonome.

16. La délégation bulgare estime que l'industrialisation est le seul moyen de maintenir un rythme élevé de développement économique. La Bulgarie elle-même était, il y a 20 ans, un des pays les moins développés d'Europe. L'agriculture jouait un rôle décisif dans l'économie du pays. A l'heure actuelle, la production industrielle représente 72 p. 100 du produit combiné de l'industrie et de l'agriculture et le revenu national par habitant a triplé par rapport à 1939. La Bulgarie a su maintenir le rythme de développement élevé qui lui a permis de combler dans une grande mesure le fossé qui la sépare des pays industriels les plus avancés. En 1964, la production brute de l'industrie a augmenté de 11,1 p. 100 et le revenu national de 6 p. 100. Ces taux de croissance ont permis à la Bulgarie d'étendre rapidement la coopération économique, scientifique et commerciale avec les pays en voie de développement. La Bulgarie met à leur disposition des spécialistes et ses établissements d'enseignement supérieur accueillent leurs étudiants. Elle fournit en outre de l'équipement industriel à une série de pays d'Asie et d'Afrique. A l'heure actuelle, la Bulgarie est partie à 34 accords commerciaux et à 11 accords de coopération technique et scientifique avec les pays en voie de développement.

17. Malgré la place que tient le problème de l'industrialisation dans les délibérations et les résolutions de l'ONU et des institutions qui lui sont reliées et malgré le regain d'activité du Centre de développement industriel, les fonds alloués à cette fin au titre des divers programmes d'assistance n'ont pas augmenté au cours des dernières années. Qui plus est, l'utilisation de ces fonds est mal coordonnée et entraîne une dispersion excessive. La Commission doit non seulement trouver les moyens d'augmenter le volume de l'assistance fournie, mais veiller à ce que les fonds supplémentaires dégagés servent avant tout à renforcer le secteur public, à créer une industrie travaillant pour l'exportation et à former des cadres techniques nationaux. C'est d'ailleurs dans ce dernier

domaine que la contribution de l'ONU à l'industrialisation peut se révéler la plus efficace.

18. L'aide extérieure, si elle n'est pas assortie de conditions politiques, peut jouer un rôle important dans l'expansion économique des pays en voie de développement. Cependant, elle aggrave l'endettement de ces pays. A cet égard, la délégation bulgare fait siennes les observations d'une série de représentants qui se sont prononcés en faveur d'une réduction des taux d'intérêt et d'une prolongation de la durée des prêts. Il importe tout d'abord que la Banque mondiale cesse d'imposer aux pays en voie de développement des taux d'intérêt commerciaux. Les organismes compétents de l'ONU devraient également examiner dans un proche avenir la situation en ce qui concerne la mise en œuvre de la recommandation A.IV.3 de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement concernant les objectifs de la coopération financière et technique internationale et de la résolution 1088 A (XXXIX) du Conseil économique et social sur les conditions des prêts accordés aux fins du développement.

19. Les études effectuées par les organismes économiques de l'ONU sur le rôle des capitaux privés étrangers manquent encore d'objectivité. S'associant aux remarques du représentant du Ghana (959ème séance) concernant le problème des capitaux privés, M. Petrov estime que l'ONU devrait accorder la priorité à l'étude de l'exportation des bénéfices et aider les pays en voie de développement tant à élaborer et à appliquer des mesures de contrôle sur les investissements privés qu'à limiter les activités antinationales des monopoles étrangers.

20. Les capitaux privés étrangers sont très actifs dans la sphère de l'exploitation des ressources minérales, où les séquelles du colonialisme sont particulièrement tenaces. A cet égard, l'examen de la question de la souveraineté sur les ressources naturelles permettra de poursuivre l'action en ce domaine, comme il est prévu dans la section III de la résolution 1803 (XVII) de l'Assemblée générale.

21. En ce qui concerne les résultats de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, M. Petrov souligne que la délégation bulgare attache une importance particulière aux principes relatifs aux relations économiques, adoptés à une majorité écrasante à la Conférence. Ces principes devraient être scrupuleusement respectés par tous les pays.

22. Les deux premières sessions du Conseil du commerce et du développement ont permis de régler pour l'essentiel les questions d'organisation. Il est permis d'espérer que le problème du siège du secrétariat de la Conférence recevra une solution satisfaisante. En effet, il est temps de passer au stade des réalisations pratiques.

23. La délégation bulgare voudrait dans ce contexte souligner l'interdépendance des relations économiques internationales. L'expansion du commerce entre les pays socialistes et les pays capitalistes bénéficie également aux pays en voie de développement. C'est pourquoi les organismes créés par la Conférence ne doivent pas se désintéresser du commerce entre l'Est et l'Ouest.

24. Selon M. SILVA (Chili), l'espoir qu'avait fait naître la convocation de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement de voir l'adoption d'attitudes et de principes nouveaux assurer un traitement plus équitable aux pays en voie de développement fait aujourd'hui place à un certain scepticisme né du recul que l'on a pu constater, depuis la Conférence, dans la position des pays industrialisés. Cependant, sa délégation ne peut croire à l'impossibilité d'un dialogue entre ceux qui possèdent tout et ceux qui ne possèdent rien ou presque, et elle ne désespère pas de voir se combler bientôt le nouvel "écart" qui est apparu entre ce que beaucoup de pays développés disent et ce qu'ils font. Les nouveaux organismes qui viennent d'être créés seraient, sans cela, inutiles, étant dans l'impossibilité d'adopter des mesures pratiques. La délégation chilienne appuie la proposition formulée par la délégation argentine (957ème séance) tendant à ce que soit élaborée une charte du commerce et du développement, qui pourrait constituer un instrument pratique de coexistence dans le domaine du commerce.

25. Nul ne conteste que les pays en voie de développement doivent accomplir un effort interne pour assurer leur propre progrès mais, s'ils peuvent à la rigueur augmenter un peu le taux de leur épargne, comment pourraient-ils obtenir les devises nécessaires à l'achat de biens d'équipement quand la valeur de ces biens augmente à mesure que diminue celle du produit de cet effort interne? Les réformes de structure pour cet effort exige de la part des pays en voie de développement pour assurer l'utilisation optimum de leurs ressources et la répartition équitable des tâches et des bénéfices qui résultent de la création de richesses ne sont autres que l'application sur le plan national des principes moraux que ces pays voudraient voir respecter dans les relations commerciales internationales, c'est-à-dire des recommandations adoptées à Genève par la Conférence.

26. Conscient de la nécessité d'atténuer la tension entre la grande masse des nécessiteux et la prospérité économique et technique des grands centres industriels, le Chili s'efforce de favoriser l'intégration économique de l'Amérique latine. A cet égard, M. Silva estime que les Nations Unies peuvent accomplir une œuvre fort utile en encourageant un développement industriel intégré sur le plan régional et sous-régional, conformément aux termes de la résolution 1081 A (XXXIX) du Conseil économique et social. Sa délégation appuie donc sans réserve la création d'une institution spécialisée pour le développement industriel, dont les activités seraient étroitement coordonnées avec tous les programmes des Nations Unies en matière de développement, mais qui devrait bénéficier d'une autonomie d'action suffisante.

27. La délégation chilienne attache, par ailleurs, beaucoup d'importance à la fusion du Programme élargi et du Fonds spécial, qui contribuerait à augmenter encore le profit que les pays en voie de développement tirent déjà de ces deux programmes, puisqu'elle permettrait de simplifier et de coordonner les programmes de coopération technique tout en augmentant les programmes d'investissement proprement dits. En ce qui concerne la transformation progressive du nouveau Programme des Nations Unies

pour le développement en fonds d'équipement, le Chili a déjà plusieurs fois exposé sa position, mais M. Silva tient cependant à insister sur le fait qu'à l'heure actuelle les capitaux se dirigent plus volontiers vers les pays où les investissements sont les plus fructueux que vers les pays qui en ont le plus grand besoin. C'est grand dommage, car ces pays désirent, eux aussi, "mettre un tigre dans leur moteur", à condition toutefois que le moteur continue de leur appartenir, et c'est pourquoi ils attachent beaucoup d'importance à la question de la souveraineté permanente sur les ressources naturelles.

28. Les efforts en matière d'industrialisation seraient vains s'ils ne s'accompagnaient pas d'un accroissement de la production agricole; une réforme agraire est donc nécessaire dans la plupart des pays en voie de développement. Le Chili poursuit cette réforme en procédant à une redistribution des terres, en apportant aux paysans une aide technique et financière et en prêtant son concours aux nouveaux propriétaires en matière d'organisation de coopératives et de commercialisation des produits. Pour que la réforme agraire puisse porter ses fruits sans entraver la production dans l'immédiat, elle doit s'accompagner d'une aide internationale adéquate, que le Programme alimentaire mondial pourrait utilement fournir.

29. En ce qui concerne la pression démographique, M. Silva ne pense pas qu'il s'agisse seulement d'une question d'alimentation et de ressources naturelles: dans beaucoup de pays d'Amérique latine et d'autres régions, ce ne sont pas les ressources naturelles qui manquent, mais les biens d'équipement qui permettraient d'augmenter la productivité du sol et des travailleurs. C'est d'ailleurs un paradoxe que, au moment où l'on croit nécessaire de limiter l'accroissement démographique pour éviter la famine, on dépense chaque année 120 milliards de dollars pour les armements. Le Chili attache donc une importance spéciale à l'utilisation rapide à des fins pacifiques des ressources que pourrait libérer le désarmement.

30. M. BARIGYE (Ouganda) s'associe aux représentants qui ont fait part de leur déception devant la non-réalisation des objectifs de la Décennie des Nations Unies pour le développement. Cette situation rend nécessaire un nouvel examen des problèmes des pays en voie de développement. Les plus significatifs ont trait aux capitaux, à la main-d'œuvre et au commerce extérieur. Dans tous ces domaines, il importe de rechercher des solutions tant internes qu'externes. C'est ainsi que le Gouvernement de l'Ouganda a adopté au cours de l'année écoulée une série de mesures destinées à relever le niveau de vie de la population.

31. L'Ouganda achève cette année son premier plan quinquennal. Non seulement les objectifs du plan seront atteints mais le volume des dépenses prévues sera, selon toute probabilité, dépassé. Ces progrès ont été pour l'essentiel réalisés en 1964. Au cours de cette année, le produit intérieur brut a en effet augmenté de 14 p. 100. Dès juin 1963, le gouvernement avait estimé qu'il ne pouvait pas se satisfaire d'un taux de croissance annuel de 2,5 p. 100. Eu égard à la nécessité d'augmenter ce taux, aux recettes substantielles que semblait annoncer à l'époque le prix élevé du café et à la possibilité de trouver de nouvelles

sources intérieures et extérieures de capitaux, le plan a été révisé en 1964 de manière à assurer un développement plus rapide au cours de ses deux dernières années. Il s'agissait en premier lieu d'augmenter considérablement les investissements dans le secteur de la production primaire. Outre l'extension de certains programmes existants concernant notamment la mécanisation de l'agriculture, il a été décidé de lancer un nouveau programme intensif de culture du thé, du tabac, de la canne à sucre, du sisal et d'autres produits d'importance secondaire. Le gouvernement a en outre poursuivi l'expansion de l'industrie laitière et a augmenté les investissements dans l'élevage pour créer un réseau national de dispensaires et de stations d'élevage. Des crédits supplémentaires ont été affectés au bitumage des routes principales, à l'amélioration des routes secondaires et à la création d'un réseau routier destiné à permettre la mise en valeur de nouvelles régions. Dans le cadre du plan révisé, la construction de 25 nouvelles écoles secondaires et de 22 hôpitaux ruraux de 100 lits chacun a été entreprise. Cent quatre-vingts puits individuels ont été forés dans les régions rurales et un programme de logements à bon marché a été lancé en 1964. La production de coton, qui est la deuxième source de revenus de l'Ouganda après le café, a dépassé le niveau record de 1937-1938, tandis que celle de thé et de tabac augmentait dans d'importantes proportions.

32. L'Ouganda a noué des relations commerciales avec divers pays et a conclu des accords commerciaux avec la République fédérale d'Allemagne, la Pologne, le Soudan, la République arabe unie, l'URSS et la Bulgarie. Dans le domaine de l'industrie, des projets d'une valeur de 3,5 millions de livres ont été achevés en 1964-1965 et plus de 2 000 emplois ont été ainsi créés. Pour mieux mobiliser l'épargne et augmenter le volume des investissements, le gouvernement a créé une banque commerciale et organise à l'heure actuelle des sociétés de crédit agricole et industriel. Il a également promulgué une loi sur les investissements étrangers et une charte de l'industrie qui garantissent les droits et les privilèges des investisseurs étrangers. Dans le domaine du développement communautaire, la campagne pour l'alphabétisation des adultes a permis d'apprendre à lire et à écrire à 1 million de personnes.

33. Toutefois, l'Ouganda est conscient de l'insuffisance des efforts déployés jusqu'à présent pour assurer un développement économique rapide. Etant donné le taux d'accroissement de la population, qui est de 2,5 p. 100, l'augmentation réelle — compte tenu de l'augmentation des prix — du produit intérieur brut est nettement insuffisante. D'autre part, on s'attend à une baisse des prix du café qui provoquerait une diminution des recettes d'exportation de l'ordre de 12 millions de livres. En même temps, en raison de la demande croissante de biens d'équipement, la valeur des importations augmentera sans doute de 8 millions de livres.

34. Le cas de l'Ouganda n'est qu'un exemple de la dépendance des pays en voie de développement à l'égard de l'assistance internationale. La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement a fourni l'occasion de prendre conscience des problèmes qui se posent à ces pays et, pour la

première fois, d'essayer de les résoudre. Cependant, malgré la mise en place d'un dispositif institutionnel, aucun progrès réel n'a encore été réalisé sur les questions essentielles. Les débats ont porté jusqu'ici sur les aspects juridiques des recommandations sans que se manifeste la volonté politique de supprimer les obstacles à leur application. La question des préférences, à laquelle les pays en voie de développement attachent une grande importance, n'a pas encore été résolue et le Comité spécial des préférences a échoué dans ses travaux. Pourtant nul ne peut contester que les préférences contribuent, dans une large mesure, à l'expansion du commerce des pays en voie de développement. La véritable difficulté, c'est que de nombreux pays développés ne semblent pas encore prêts à prendre les mesures nécessaires, qui pourraient comporter, de leur part, certains sacrifices immédiats. En ce qui concerne les obstacles tarifaires, la situation est encore loin d'être satisfaisante malgré les appels lancés par la Conférence et par le GATT. De nouvelles barrières ont été dressées et la plupart de celles qui existent n'ont pas été supprimées. Il est également urgent de réorganiser le commerce des produits de base et d'apporter des solutions aux problèmes des invisibles et du financement.

35. Sur le plan institutionnel, il reste à résoudre la question du siège du secrétariat de la Conférence et celle des rapports entre la Conférence et le GATT. Il faut espérer que la première de ces questions sera tranchée à la prochaine réunion du Conseil du commerce et du développement. Idéalement, il serait préférable que le secrétariat soit établi dans un pays en voie de développement et l'Ouganda serait disposé à l'accueillir. Sinon, il faudra considérer les avantages respectifs des différentes capitales qui ont été proposées. En ce qui concerne la seconde question, il serait bon que les secrétariats des deux organismes fassent connaître leur point de vue. L'essentiel est d'éviter le chevauchement de leurs activités afin qu'ils puissent faire œuvre utile dans leurs domaines respectifs.

36. La délégation ougandaise approuve pleinement la fusion projetée du Fonds spécial et du Programme élargi dans l'espoir qu'elle aura pour effet de renforcer l'efficacité de l'assistance accordée et permettra de mieux la coordonner. Les pays en voie de développement reconnaissent la valeur de l'assistance bilatérale, mais déplorent qu'elle soit souvent assortie de l'obligation d'importer les produits de tel ou tel pays. Cette forme d'assistance bouleverse en effet les plans économiques des pays en voie de développement, en ce sens que, pour justifier de grosses importations, la priorité est souvent donnée à des projets qui n'offrent pas un intérêt capital pour les pays en voie de développement. De plus, l'élimination du jeu de la concurrence augmente sensiblement le prix des produits importés. Enfin, les importations des pays en voie de développement sont inutilement gonflées, ce qui tend à décourager la production nationale et à déséquilibrer la balance des paiements. Les pays donateurs doivent se préoccuper sérieusement de tous ces problèmes s'ils veulent contribuer réellement à l'amélioration du sort des pays en voie de développement. Le service de la dette, qui pèse de

plus en plus sur les pays en voie de développement, entrave également leur effort économique; aussi convient-il de se féliciter de la proposition britannique d'accorder, dans certains cas, des prêts sans intérêt et d'inviter tous les pays donateurs à assouplir leurs conditions d'assistance.

37. Sur le plan de l'aide multilatérale, la délégation ougandaise appuie la proposition de créer un fonds d'équipement des Nations Unies, qui pourrait émaner du nouveau Programme des Nations Unies pour le développement. Elle appuie également la proposition en faveur de la création d'une institution spécialisée pour le développement industriel et elle accueille avec une grande satisfaction le nouvel Institut de recherche et de formation des Nations Unies.

38. En ce qui concerne l'examen de la réévaluation du rôle et des fonctions du Conseil économique et

social, la délégation ougandaise estime que, étant donné l'ampleur prise par les activités des Nations Unies dans le domaine économique, la structure et la composition du Conseil ne lui permettront plus de remplir efficacement son rôle. Elle espère qu'une analyse réaliste sera faite et que les résultats en seront fructueux.

39. La délégation ougandaise attache une grande importance aux travaux des commissions économiques régionales et, en particulier, à ceux de la Commission économique pour l'Afrique. Sur le plan sous-régional, l'Ouganda a resserré ses liens de coopération avec le Kenya et la République-Unie de Tanzanie. L'Accord de Kampala, conclu en 1964, illustre les mesures qui sont prises pour renforcer le Marché commun de l'Afrique orientale.

La séance est levée à 16 h 50.